



RESSOURCE 10

"Les non-citoyens, des étrangers dans leur propre pays", article de Camille Petit



"Ils étaient citoyens d'un pays qui n'existe plus. Ils ne sont ni des apatrides, ni des étrangers. Ils sont appelés les "non-citoyens". Aujourd'hui, environ 280 000 personnes vivant en Lettonie possèdent ce statut compliqué, à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique. Cette question est représentative des problèmes d'intégration de la minorité russe du pays."

"En 1993, j'ai perdu ma citoyenneté. Je ne pouvais plus travailler au conseil municipal de Riga. Je ne pouvais plus acquérir de terrain. Je ne pouvais plus travailler dans un parti politique. J'ai compris que j'étais un citoyen de seconde zone." Aleksandr Gaponenko vit en Lettonie depuis soixante ans mais il est considéré comme un "non-citoyen" dans son pays d'origine. Cela signifie qu'il ne bénéficie d'aucun droit politique et que certaines professions qui relèvent des secteurs public et judiciaire lui sont interdites. Hormis ces exceptions, il jouit des mêmes droits que tout citoyen letton.

Une identité complexe

Son identité a de multiples racines. Elle est tiraillée entre ses origines familiales mixtes, la culture russe dans laquelle il a grandi et la Lettonie, sa patrie, où il a toujours vécu. Il se considère russe avant tout.



<http://www.euroviews.eu/2014/2014/04/29/aliens-in-their-own-country/>

Enregistrement audio d'Aleksandr Gaponenko (32 secondes)

D'autres se considèrent à la fois lettons et russes. C'est le cas d'Elizabete Krivcova, cofondatrice avec



MAISON DE L'HISTOIRE EUROPÉENNE

Aleksandr Gaponenko du Congrès des non-citoyens, une ONG qui milite en faveur des pleins droits démocratiques pour cette catégorie de personnes. Elle s'est fait naturaliser dans les années 1990 pour pouvoir devenir avocate.



<http://www.euroviews.eu/2014/2014/04/29/aliens-in-their-own-country/>
Enregistrement audio d'Elizabete Krivcova (36 secondes)

"L'examen est très idéologique"

Ces identités multiples et complexes sont un obstacle à la naturalisation, leurs origines russes entrant en conflit avec leurs origines lettones. Pour pouvoir prétendre à la citoyenneté lettone, les non-citoyens doivent réussir un test de maîtrise du letton ainsi qu'une épreuve évaluant leurs connaissances de l'hymne national, de faits historiques significatifs et des principes fondamentaux de la constitution nationale. De nombreux non-citoyens jugent ces épreuves déloyales.

"L'examen est très idéologique. Vous devez reconnaître que la Lettonie a été occupée par la Russie. Les questions sur l'époque soviétique ne portent que sur ses aspects négatifs. Lorsqu'elles concernent l'économie, elles se résument à l'industrialisation et à la collectivisation forcée dans le secteur agricole. Lorsqu'elles portent sur la vie des citoyens, elles se concentrent sur la répression. L'un de mes amis m'a expliqué comment il s'était préparé pour ces tests. Il m'a dit: "Je sais ce que je pense de l'histoire, mais pour l'examen, je dois penser exactement le contraire, si je veux avoir les bonnes réponses"", explique Elizabete Krivcova.

Pour Aleksandr Gaponenko, qui a toujours refusé d'être naturalisé, prendre la citoyenneté lettone équivaut à se plier à la politique du gouvernement. "Pour réussir cet examen, je dois affirmer que j'adhère à ce modèle de société, ce qui n'est pas du tout le cas. Je ne peux pas accepter que la Lettonie soit uniquement réservée aux Lettons de souche."

Valerij Komarov est aussi un ancien non-citoyen, qui s'est fait naturaliser à la naissance de son premier enfant, il y a environ dix ans. "Réussir l'examen signifiait que je reconnaissais être un immigrant, alors que je suis né en Lettonie et que j'y ai toujours vécu. Je n'y suis pour rien si la situation géopolitique a changé. Mais je l'ai fait pour mon fils, pour éviter qu'il n'hérite de ce statut", dit-il.

L'influence de la Russie

La procédure de naturalisation est encore moins attrayante depuis que le gouvernement russe a décidé en 2008 de permettre aux non-citoyens de se rendre en Russie sans visa, une offre séduisante pour certains d'entre eux, qui ont toujours de la famille en Russie. L'influence de l'Est transparaît également de la différence en termes de système de retraite et d'avantages économiques accordés aux citoyens russes, ce qui incite les non-citoyens à opter pour la nationalité russe. Depuis 2010, leur nombre dépasse celui des naturalisés lettons





et il continue de grimper. Bien qu'aucune recherche n'ait été réalisée sur les raisons qui poussent les non-citoyens à choisir la citoyenneté russe plutôt que lettone, l'Office de la citoyenneté et des migrations reconnaît que l'âge plus précoce de départ à la retraite pourrait en être la cause. Selon Gaponenko, c'est également une forme de protestation contre la politique du gouvernement letton envers la minorité russe.

Une question au point mort

Aujourd'hui, la question n'est toujours pas résolue, le gouvernement ne considérant pas la situation des non-citoyens suffisamment légitime pour leur accorder automatiquement la citoyenneté lettone. En presque vingt ans, le nombre de non-citoyens est passé de 730 000 à 280 000. Cette diminution s'explique essentiellement par des décès, puisque seuls 140 000 non-citoyens ont été naturalisés depuis la création du statut. Karlis Eihenbaums, l'attaché de presse du ministre letton des affaires étrangères, explique pourquoi la question n'est pas si simple à résoudre.



<http://www.euroviews.eu/2014/2014/04/29/aliens-in-their-own-country/>

Enregistrement audio de Karlis Eihenbaums (1 minute 44)

Même si la naturalisation automatique est hors de question pour le gouvernement letton, il continue tout de même à encourager les non-citoyens à se porter candidat. Au fil des ans, les examens de langue et d'histoire lettones ont été simplifiés et la loi sur la citoyenneté a été modifiée afin de faciliter la procédure. Les frais de naturalisation ont été réduits à plusieurs reprises pour certaines catégories de personnes (personnes à faible revenu, chômeurs, retraités) et ont été abolis pour les victimes de répressions politiques et les personnes handicapées. Mais le Congrès des non-citoyens souhaite bien plus qu'une procédure de naturalisation simplifiée. Une compensation matérielle, une politique différente envers les personnes d'origine russe et moins de restrictions concernant l'accès à certaines professions seraient une première étape. Toutefois, le dialogue est totalement rompu avec le gouvernement letton. Les personnes qui travaillent dans cette organisation sont même convaincues qu'"il attend la mort de tous les non-citoyens".

Les élections européennes, prochain espoir

Les prochains espoirs de changement sont à chercher du côté de l'Union européenne. "On s'attend à ce que les sociaux-démocrates et les partis de gauche prennent les rênes de la Commission européenne et du Parlement européen après les élections", confie Elizabete Krivcova. Mais, comme Aleksandr Gaponenko le fait remarquer, "en tant que non-citoyen sans droits politiques, je n'ai pas le pouvoir d'avoir une quelconque influence sur le résultat de ces élections."



MAISON DE L'HISTOIRE EUROPÉENNE

Voir la ligne du temps interactive à la fin de l'article pour en apprendre plus sur le contexte historique de la mise en place de ce statut.

Source: [Euroviews 2014](#)

- Quels sont les principaux problèmes rencontrés par les personnes d'origine russe en Lettonie?
- Comment l'histoire a-t-elle contribué à la situation actuelle dans le pays?
- Comment le gouvernement letton a-t-il réagi à cette situation?
- Quelles suggestions vos étudiants avanceraient-ils pour résoudre certains aspects du problème?